

Les métiers du droit



© Undefined / iStock

De la magistrature à la surveillance pénitentiaire, en passant par la plaidoirie, le secteur offre une grande diversité de métiers. Pour augmenter ses chances de décrocher un emploi, une spécialisation dans un domaine précis est fortement recommandée.

DE NOMBREUX EFFECTIFS



- ✓ 70 000 avocats
- ✓ 8 500 magistrats
- ✓ 10 000 greffiers
- ✓ 17 000 juristes d'entreprise

MÉTIERS QUI RECRUTENT

- Magistrats
- Greffiers
- Agents pénitentiaires
- Avocats spécialisés en droit social, droit des affaires, commercial ou droit fiscal

QUELLES SPÉCIALITÉS AU BAC ?

- Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques
- Humanités, littérature et philosophie, mathématiques
- Sciences économiques et sociales
- Langues, littérature et cultures étrangères
- Littérature, langues et culture de l'antiquité

Secteur et emploi

De la plaidoirie au conseil en entreprise

Le secteur du droit comprend une multitude de fonctions et de statuts différents avec des perspectives d'emploi très variables selon les métiers.

► Au tribunal, en entreprise, en cabinet

La justice française emploie près de 90 000 personnes, parmi lesquelles quelque 8 500 magistrats. Ils peuvent intervenir dans des juridictions diverses : tribunaux, conseils des prud'hommes, cours d'assises...

La justice regroupe également l'administration pénitentiaire et les services d'insertion et de probation dont l'une des missions est de faire exécuter les décisions des magistrats (travaux d'intérêt général, peines d'emprisonnement, etc.).

D'autres professionnels (avocats, huissiers greffiers) font fonctionner la machine judiciaire, chacun ayant des missions qui leur sont propres. La France compte plus de 70 000 avocats dans 164 barreaux et près de 10 000 greffiers et directeurs de services de greffe.

Les entreprises emploient aussi plus de 17 000 juristes qui mettent en place et contrôlent les lois régissant leur vie économique.

D'autres professions sont ouvertes aux diplômés en droit : administrateur judiciaire, conseiller en propriété industrielle, commissaire-priseur judiciaire, lobbyiste...

► Des métiers féminins

Les professions juridiques attirent les femmes. Aujourd'hui, les avocates sont plus nombreuses que leurs homologues masculins.

D'autres professions juridiques comptent une part importante de femmes. C'est le cas, par exemple, du métier de greffier qui compte plus de 80 % de greffières. Plus de 65 % des magistrats et 67 % des juristes d'entreprise sont également des femmes.

► Des modes d'exercice différents

Les spécialistes du droit qui travaillent en entreprise, comme les juristes ou les fiscalistes, ont généralement un statut de salariés. Ils sont intégrés, en fonction de leur spécialité, à la direction administrative et financière, aux ressources humaines, au département du développement durable ou rattachés à la direction générale de l'entreprise.

Les magistrats sont pour leur part fonctionnaires. C'est également le cas du personnel de l'administration pénitentiaire ou des greffiers.

Quant aux avocats, nombreux sont ceux qui exercent leur activité en mode libéral. Ce mode d'exercice implique un travail important de recherche de clientèle, communication, gestion administrative et comptabilité.

► Tendances emploi

Le nombre de postes proposés par le ministère de la Justice dépend des décisions étatiques et des priorités gouvernementales. Les magistrats sont particulièrement recherchés car la France en manque.

Par ailleurs, entre 2018 et 2022, 850 postes de greffiers ont été créés.

Le nombre d'avocats n'est quant à lui pas encadré. Il augmente régulièrement depuis une dizaine d'années. Selon le ministère de la Justice, la profession a enregistré une hausse du nombre d'avocats de 36 % entre 2009 et 2019.

Les juristes travaillant pour le secteur privé sont de plus en plus recherchés. Quasiment tous les grands groupes comptent un ou plusieurs spécialistes du droit au sein de leur personnel.

Cependant, les études de droit restent une filière en tension. Nombreux sont les diplômés en droit qui entrent sur le marché du travail chaque année. La

compétition fait rage car les offres d'emploi restent inférieures au nombre de diplômés.

Beaucoup estiment qu'ils occupent un poste en dessous de leur qualification ou que leur emploi ne correspond pas à leur formation.

Pour mettre toutes les chances de son côté, une spécialisation est fortement recommandée. Le droit social, le droit fiscal et le droit commercial sont des spécialités recherchées. Une expérience à l'étranger, qu'il s'agisse de stages ou d'études, est également un plus sur le CV.

► Qualités requises

Pour travailler dans le domaine du droit, rigueur, précision et sens de l'analyse sont requis.

Il faut être capable d'assimiler rapidement une grande quantité d'informations, de les synthétiser mais également de les retranscrire et de les expliquer. Discrétion et intégrité sont également des qualités importantes pour ces métiers hautement confidentiels et sensibles.

Pour les fonctions au contact des clients, un excellent relationnel, une bonne écoute et le sens de la pédagogie sont nécessaires.

Pour ceux qui s'orientent vers la plaidoirie, éloquence et charisme sont primordiaux pour convaincre juges et jurés.

Et pour travailler comme juriste dans un groupe international, l'anglais courant est requis.

À lire aussi

Travailler dans la fonction publique d'État n° 2.01

Travailler dans la fonction publique territoriale n° 2.02

Avocat·e n° 2.513

Juge - magistrat·e n° 2.514

Les métiers du notariat n° 2.517

Les métiers de la gendarmerie n° 2.542

Les métiers de la police n° 2.543

Les métiers de la médiation n° 2.763

Métiers

Service public de la Justice

Les métiers du service public de la Justice sont des métiers réglementés qui s'exercent sous le statut de fonctionnaire. Ils sont rattachés à différents ministères (Justice, Défense ou Intérieur). L'accès à ces métiers se fait le plus souvent sur concours.

► Juge H/F

Sa mission consiste à prononcer des jugements sur les litiges qui lui sont soumis par les parties ou sur réquisitoire du parquet. C'est lui qui est chargé d'appliquer la loi et de dire le droit.

Les juges (ou magistrats) sont des fonctionnaires affiliés au ministère de la Justice, nommés et rémunérés par l'État.

Différentes spécialisations existent. À l'issue de leur formation à l'école nationale de la magistrature (ENM), les jeunes diplômés choisissent leur affectation en fonction de leur classement et des postes disponibles.

Citons à titre d'exemple : juge d'application des peines, juge au tribunal d'instance, juge au tribunal de grande instance, juge des affaires de familles, juge des libertés et de la détention... et parmi les plus médiatisés, le juge d'instruction et le juge pour enfants.

Autre appellation : magistrat

Rémunération : en début de carrière, un juge gagne aux alentours de 2600 € brut par mois + primes. En fin de carrière, le salaire mensuel d'un juge atteint les 8000 €.

Formation : École nationale de la magistrature (ENM). Accès sur concours après un master en droit

► Greffier H/F

Le greffier, agent de la fonction publique de catégorie B, assiste le juge. Il authentifie les actes de la procédure. L'audience ne peut se tenir sans sa présence car il est chargé de prendre note du déroulement des débats. La signature du greffier sur un jugement ou un arrêt est indispensable pour que celui-ci puisse être exécuté. Il peut aussi jouer un rôle d'intermédiaire entre les avocats, le public et les magistrats, expliquant, par exemple, aux plaignants la manière de constituer un dossier ou comment lancer une procédure...

Le greffier de grade principal peut accéder à des fonctions d'encadrement en qualité de chef de greffe, adjoint au directeur de greffe, chef de service, expert au sein de service spécialisé...

Évolution possible : directeur des services de greffe judiciaires.

Salaire net mensuel de 1600 € environ à 2800 €

Formation : Concours externe ouvert aux titulaires d'un titre ou diplôme de niveau bac + 2. Formation de 18 mois à l'ENG (École nationale des greffes) de Dijon.

► Assistant de justice H/F

Afin d'accroître la qualité et l'efficacité de l'activité judiciaire, les magistrats s'entourent de collaborateurs de haut niveau auxquels ils délèguent un certain nombre de travaux préparatoires : ce sont les assistants de justice.

Les assistants de justice sont des agents de l'État, non titulaires. Recrutés par contrat pour une durée de 2 ans renouvelable deux fois, ils agissent sous l'autorité des magistrats qu'ils assistent. Ils apportent leur concours aux travaux préparatoires réalisés par les magistrats : recherche de documentation et de jurisprudence, rédaction de notes de synthèse des dossiers, de projets de décisions sur les instructions des magistrats. Ils ne prennent en aucun cas de décision. Ils sont soumis au secret professionnel.

Les postulants adressent un dossier de candidature (CV + lettre de motivation manuscrite + copie des diplômes) aux chefs de cour (premier président et procureur général) du lieu où ils souhaitent exercer.

Rémunération : les assistants de justice perçoivent une indemnité de vacation horaire fixée par arrêté de 450 à 500 € environ net mensuels.

Formation : diplôme de formation juridique niveau bac + 4 minimum.

► Surveillant pénitentiaire H/F

Le surveillant pénitentiaire accompagne et surveille les détenus au cours de leurs déplacements et de toutes leurs activités : réveil, appel, promenade, exercice sportif, travail en atelier, activité socioéducatrice, parler, douche... Chaque gardien a en charge de 20 à 40 détenus selon les activités pratiquées. C'est lui qui

effectue les fouilles corporelles régulières ou exceptionnelles ainsi que l'examen minutieux des cellules.

Le surveillant acquiert parfois une spécialité : surveillance extérieure, service photo, lingerie, cuisine. L'une de ses missions consiste aussi à favoriser toute action de réinsertion future pouvant s'organiser à l'intérieur de la prison (apprentissage, culture, lecture...).

Les surveillants pénitentiaires peuvent évoluer rapidement vers des postes d'encadrement (premiers surveillants et majors) puis des postes de commandement (lieutenant, capitaine, commandant pénitentiaire).

Les surveillants, responsables des prisons et personnels administratifs et techniques sont recrutés sur concours de la fonction publique d'État. Ils sont fonctionnaires du ministère de la Justice. C'est un métier qui recrute.

Salaire : environ 1 600 € net mensuel pour un surveillant pénitentiaire débutant ; de 1 800 à 3 000 € net mensuel pour un lieutenant pénitentiaire.

Formation : Surveillant pénitentiaire ou gardien de prison (catégorie C) : concours externe ouvert aux titulaires du diplôme national du brevet ou équivalent, âgés de 19 ans minimum. Une fois admis, les élèves surveillants suivent une formation (cours et stages pratiques) de 6 mois rémunérée environ 1 200 € net (hors primes), dispensée à l'École nationale d'administration pénitentiaire (Enap), à Agen.

Lieutenant pénitentiaire (catégorie B) : concours externe ouvert aux titulaires d'un diplôme de niveau bac + 2. Une fois admis, les élèves suivent une formation de 12 mois à l'Enap.

► Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation H/F

Au sein des services d'insertion et de probation, il est chargé d'aider à la prise de décision judiciaire et de mettre en exécution les décisions restrictives ou privatives de liberté. Ses principales missions sont de rétablir le dialogue entre la société et la personne prise en charge ainsi que de préparer sa réinsertion. Il collabore avec tous les intervenants sociaux.

Les conseillers pénitentiaires interviennent en prison mais également à l'extérieur. Ils ont le statut de fonctionnaires d'État et sont recrutés sur concours. Attention, même si leur nombre est en augmentation, très peu de places sont disponibles. En 2022, 142 places sont proposées au concours externe.

www.metiers.justice.gouv.fr

Salaire net mensuel : de 1 900 € à 3 200 €.

Formation : diplôme d'État assistant de service social, BUT carrières sociales, diplôme d'État éducateur spécialisé. Après un concours de niveau bac + 3, il faut suivre 2 ans de formation au sein de l'École nationale de l'administration pénitentiaire (Enap). Une classe préparatoire intégrée est proposée par l'Enap.

Classe Prépa talents

Deux classes préparatoires Égalité des chances préparent au concours externe de greffier et à celui de directeur des services de greffe judiciaires. Elles s'adressent aux candidats et candidates méritants et motivés issus de quartiers et/ou de milieux sociaux défavorisés. Les critères de recrutement sont notamment les ressources du candidat et de sa famille, les résultats des études antérieures et l'origine géographique. En 2022, 19 places sont offertes pour la préparation au concours de greffier et 5 pour la préparation au concours de directeur des services de greffe judiciaires. Pour s'inscrire, il faut passer par l'École nationale des greffes.

www.eng.justice.fr

► Éducateur de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) H/F

Fonctionnaire de catégorie A de la fonction publique d'État (administration pénitentiaire), l'éducateur de la PJJ travaille en milieu ouvert et en hébergement auprès des mineurs mis en danger par leur situation familiale ou des parcours de vie chaotiques, ainsi que des adolescents de 13 à 18 ans poursuivis par la justice ou jugés, qu'ils soient placés en centre social ou détenus.

Ses missions sont multiples :

- aider les jeunes en danger à résoudre leurs problèmes familiaux (placement en famille d'accueil ou en centre d'hébergement...);
- les suivre et les soutenir en période de crise;
- faire de la prévention à destination des jeunes en voie de marginalisation...

Ils peuvent intervenir, par exemple, au sein des classes-relais qui accueillent des collégiens en difficulté, ou proposer des activités au sein d'associations.

Les éducateurs de la PJJ s'occupent aussi des délinquants. Ils proposent aux juges pour enfants les solutions éducatives les mieux adaptées à leur réinsertion, puis mettent en œuvre les décisions judiciaires. En cas d'incarcération, ils préparent leur sortie.

Dans tous les cas, il élabore un projet éducatif personnalisé avec le juge pour enfants et l'équipe de travailleurs sociaux (assistants sociaux, psychologues),

afin de favoriser la réinsertion sociale du jeune.

www.metiers.justice.gouv.fr rubrique Protection judiciaire de la jeunesse

Salaire brut mensuel débutant : environ 1 828 € (hors primes de nuit, dimanche et jours fériés).

Formation : diplôme d'État éducateur spécialisé. Concours de la fonction publique de catégorie A. Un diplôme en droit est un atout. La formation rémunérée dure 2 ans et est organisée en alternance à l'ENPJJ à Roubaix.

Juriste dans la FPT

Les métiers de la FPT (fonction publique territoriale) recrutent par voie de concours (catégories A, B et C). Les juristes sont très bien placés pour ces recrutements. La responsabilité d'un centre communal d'action sociale, par exemple, peut être confiée à un attaché territorial titulaire d'un master en droit social ou d'un master pro administration des collectivités locales.

www.cnfpt.fr

Professions libérales réglementées

Avocat, notaire, commissaire de justice... ces professionnels du droit exercent à titre libéral et sont rémunérés par leurs clients. Tous ces métiers sont réglementés et impliquent la possession d'un diplôme d'État.

► Avocat H/F

On distingue traditionnellement les avocats généralistes et les avocats spécialistes.

Les **avocats généralistes** pratiquent toute forme juridique. Sans être titulaires d'un certificat de spécialisation, ils ont un ou plusieurs domaines de prédilection.

Les **avocats spécialisés** interviennent dans des domaines particuliers : droit des personnes, droit pénal, droit immobilier... La spécialisation est attestée par une mention de spécialisation. L'avocat ne peut détenir plus de 2 mentions de spécialisation et devra justifier du suivi d'une formation continue dans ce (ou ces) domaine(s).

Les **avocats aux conseils** (Cour de cassation, cour d'appel) ont le monopole de la plaidoirie devant ces instances. Ils doivent passer un examen d'aptitude spécifique.

Avocat de proximité H/F

Les avocats de proximité règlent les problèmes de la vie quotidienne (divorces, conflits de voisinage, accidents de la route, droits des réfugiés et des étrangers, malfaçons dans le bâtiment...). Ils sont les plus nombreux.

Avocat d'affaires H/F

Internationalisation des échanges, fusions-acquisitions, conflits du travail, nouvelles technologies... rares sont les entreprises qui ne font pas appel à un juriste lors d'une prise de décision ou de la signature d'un contrat.

Les avocats peuvent intégrer les cabinets d'affaires et se spécialiser dans le conseil aux entreprises. Inspirés du modèle anglo-saxon, ces cabinets sont de gros recruteurs de juristes spécialisés.

Les spécialités les plus demandées sont le droit fiscal, le droit de la propriété intellectuelle, le droit des contrats et le droit économique.

Avocat fiscaliste H/F

Les avocats fiscalistes sont de plus en plus recherchés. Ils conseillent les entreprises, et éventuellement des particuliers, dans les domaines juridique, fiscal et contentieux. Ils s'assurent que leurs clients respectent les normes fiscales, nationales ou internationales afin d'éviter un redressement fiscal.

Il peut être salarié d'une entreprise, exercer dans les cabinets de conseil ou en profession libérale. Anglais indispensable.

Témoignage

Camille D, avocate

Les débuts ne sont pas faciles notamment financièrement parce qu'il faut trouver une clientèle régulière. C'est un métier très concurrentiel, surtout dans les grandes villes. Pour y faire face, il vaut mieux se spécialiser. Une spécialisation qui se fait souvent un peu au hasard en fonction des dossiers que l'on traite et des opportunités. Mais le métier d'avocat n'est pas figé. On peut tout à fait changer de spécialité au cours de sa carrière.

Avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation H/F

Officiers ministériels, ces avocats aux conseils sont chargés de défendre leurs clients en cas de recours contre une décision d'une cour ou d'un tribunal qui n'aurait pas été rendue en conformité avec les règles de droit. Ils sont très peu nombreux (à peine une centaine en France).

L'accès à la profession est ouvert aux titulaires du Capa ayant accompli, en outre, une formation de 3 ans à l'Institut de formation et de recherche des avocats aux conseils sanctionnée par un examen. qui leur permet d'obtenir le certificat d'aptitude à la profession d'avocat au conseil d'État et à la cour de cassation.

www.ordre-avocats-cassation.fr

Les avocats pénalistes, surtout lorsqu'ils débutent, ne gagnent pas bien leur vie, exceptés quelques ténors du barreau. Le revenu mensuel des jeunes avocats se situe entre 1 800 et 2 700 € brut la première année d'exercice. Les salaires varient aussi beaucoup en fonction de la zone géographique. Les avocats gagnent globalement mieux leur vie à Paris qu'en province.

Formation : L'examen d'entrée en école d'avocats est accessible aux titulaires d'un bac + 4 (M1) en droit ou du diplôme de Sciences Po. Mais il est de plus en plus conseillé d'aller jusqu'au master 2 pour se spécialiser dans un domaine. Les masters les plus prisés sont ceux de droit privé, droit des affaires, droit fiscal et droit social. Une fois admis en EDA, les candidats suivent une formation de 18 mois et doivent réussir l'examen de sortie pour obtenir le Capa (certificat d'aptitude à la profession d'avocat).

► Avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation H/F

Ces avocats, une petite centaine au total, sont des officiers ministériels. Ils sont chargés de représenter leurs clients essentiellement devant la Cour de cassation ou le Conseil d'État, en cas de recours contre une décision d'une cour ou d'un tribunal qui n'aurait pas été rendue en conformité avec les règles de droit.

Rémunération : honoraires libres.

► Notaire H/F

Le notaire est un officier public et ministériel nommé sur décision du ministre de la Justice. Son rôle est de recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner un caractère d'authenticité. Lié par le secret professionnel, il inter-

vient dans les domaines suivants : droit de la famille, immobilier, des sociétés ou de l'urbanisme.

Rémunération : variable en fonction du tarif des actes fixés par décret, du statut et de la taille de l'étude.

Formation : obtention d'un master 2 spécialisé en droit notarial, puis préparation du diplôme supérieur du notariat (DSN). Par la voie professionnelle : après l'obtention d'un master en droit, formation à l'INFN (Institut national des formations notariales) pour obtenir le diplôme de notaire.

Justice pénale et justice civile

La **justice pénale** est chargée de juger et punir les infractions à la loi. Celui qui la commet est jugé par la justice pénale et encourt une amende, une peine de prison ou une peine de substitution. La **justice civile** règle les litiges entre particuliers tels que le divorce, les désaccords nés de la location d'un appartement, les sommes prêtées non remboursées... ou les litiges entre un particulier et une personne morale, privée ou publique.

► Clerc de notaire H/F

Le clerc de notaire est un technicien du droit qui rédige les actes, rassemble les pièces administratives nécessaires et assure le suivi des dossiers. Il est salarié d'une étude de notaire.

L'étendue de ses responsabilités dépendra de son expérience et de l'importance de l'étude où il travaille. À ses débuts, il peut avoir un rôle de réceptionniste, rédiger sous contrôle des actes notariés simples. Avec de l'expérience, il peut se rendre indispensable et devenir le bras droit du notaire, avec qui il travaille alors en étroite collaboration.

Autre appellation : collaborateur de notaire.

Salaires brut mensuel débutant : 2 100 € environ.

Formation : BUT carrières juridiques, BTS collaborateur juriste notarial. Licence pro métiers du notariat ; diplôme des métiers du notariat de l'INFN.

► Commissaire de justice H/F

Ce métier regroupe et remplace les professions d'huissier de justice et de commissaire-priseur judiciaire à partir de 2022.

Le commissaire de justice exerce les missions qui incombaient à ces deux professions.

Il « signifie » le jugement rendu par les tribunaux, c'est-à-dire qu'il informe les personnes intéressées,

et fait exécuter les décisions de justice, de préférence à l'amiable, par des saisies ou expulsions si nécessaire.

Il peut également établir des constats et, procéder à des recouvrements de créance.

Il organise les ventes aux enchères publiques: il met en vente des objets d'art, des antiquités ou des articles provenant de successions ou de saisies chez des particuliers ou des entreprises.

<https://commissaire-justice.fr>

Salaire: environ 3 000 € net mensuels minimum en début de carrière.

Formation: examen national accessible aux titulaires d'un M2 en droit.

Les commissaires-priseurs judiciaires et les huissiers de justice doivent (sauf dispense) suivre une formation spécifique mise en place par la Chambre nationale des commissaires de justice, avant 2026.

► Clerc d'huissier H/F

Dans une étude d'huissier, il existe plusieurs sortes de clercs. Tous ont pour vocation d'aider l'huissier à accomplir son travail. Le clerc d'huissier est salarié dans l'étude. Il prête serment devant le juge d'instance dont ressort l'étude.

Seule l'École nationale de procédure (ENP) propose des formations pour devenir clerc d'huissier. Ces dernières s'effectuent généralement en alternance, ce qui suppose de trouver une étude d'accueil.

Le **clerc significateur** est chargé de remettre les actes et décisions de justice (les « significations ») aux personnes concernées.

Le **clerc aux procédures** suit les dossiers au quotidien. Il joue un rôle de conseil, rédige les actes et assure le suivi financier des dossiers.

Salaire net mensuel débutant: environ 1 600 € pour un clerc significateur; 1 800 € environ pour un clerc aux procédures.

Formation: Aucun diplôme préalable n'est requis (souvent, le clerc significateur est formé par l'huissier), mais un certificat de qualification professionnelle reste recommandé; bac ou expérience de 3 ans minimum dans une étude pour le clerc aux procédures.

► Administrateur judiciaire / Mandataire judiciaire H/F

L'administrateur et le mandataire interviennent dans les entreprises qui rencontrent des difficultés financières.

Les **administrateurs judiciaires** sont chargés d'assister ou de remplacer les dirigeants d'entreprise en difficulté dont ils doivent préparer le redressement. Ils peuvent cumuler leurs fonctions avec celles d'avocat, à condition de ne pas les exercer successivement pour le compte d'une même entreprise.

Les **mandataires judiciaires** sont chargés de représenter les créanciers lors d'une faillite, par exemple, et de procéder à la liquidation de l'entreprise si elle n'est pas en mesure de continuer son activité. Ils prennent alors le nom de liquidateur.

www.cnajmj.fr

Salaire net mensuel débutant: de 2 000 à 3 000 €

Formation: L'accès à ce métier passe par 4 étapes:

- diplôme de niveau bac + 4 minimum en droit, sciences économiques ou gestion, ou DSCG (diplôme supérieur de comptabilité et de gestion), ou encore DEC (diplôme d'expertise comptable);
- examen d'accès au stage professionnel;
- accomplir un stage professionnel (3 ans minimum, 6 ans maximum) obligatoirement rémunéré, en étude auprès d'un maître de stage exerçant la profession;
- réussir l'examen professionnel d'aptitude aux fonctions d'administrateur judiciaire ou de mandataire judiciaire.

Métiers non réglementés

Juriste d'entreprise, secrétaire juridique, juriste de banque, juriste dans les sociétés d'assurance ou dans le monde des affaires... Ils sont généralement titulaires d'un diplôme de droit de niveau master.

► Secrétaire juridique H/F

Les secrétaires juridiques sont spécialisés: assistant d'avocat, d'avoué, d'huissier, de notaire, ou encore collaborateur des services juridiques d'entre-

prise. Leur bonne connaissance du fonctionnement des juridictions, des procédures existantes et du vocabulaire spécifique au secteur est essentielle.

Salaire brut mensuel débutant: 1 800 € environ, en

fonction de la qualification, évaluée à partir de l'expérience et des diplômes acquis dans le domaine du secrétariat et dans le domaine juridique.

Formation: BUT carrières juridiques. Deust assistant juridique (seulement à l'université de Valenciennes, 59).

► Juriste d'entreprise H/F

Traditionnellement, l'activité du juriste d'entreprise consiste à défendre les intérêts de sa société et à produire les actes juridiques qu'elle réclame. Il se voit également confier la mission de tenir ses collaborateurs informés sur les répercussions que peut avoir sur le travail l'évolution des textes de loi (respect des normes, notamment).

Mais le métier de juriste a évolué: il participe aujourd'hui à la croissance de l'entreprise et devient ainsi à la fois fiscaliste et stratège de l'entreprise. Il travaille aussi à l'élaboration de nouveaux produits commerciaux compatibles, dans le respect des législations.

Deux métiers souvent rattachés à la direction juridique des entreprises sont en plein essor: responsable conformité et responsable management des risques.

Le ou la **responsable conformité** a pour mission principale de « traquer » le risque de non-conformité des entreprises aux évolutions législatives et réglementaires qui peut entraîner des sanctions pénales et financières.

Le ou la **responsable management des risques** met en place des systèmes de prévention des risques dans l'entreprise concernant la sécurité des biens, des personnes, de l'information et les risques sociaux, financiers ou environnementaux.

Salaire net mensuel débutant: 2 300 € environ (très variable selon la taille de l'entreprise).

Responsable conformité: salaire net mensuel débutant: 1 600 € environ.

Responsable management des risques: salaire net mensuel débutant: de 2 000 à 3 000 € selon la taille de l'entreprise.

Formation: master pro en droit privé et maîtrise parfaite de l'anglais. Les doubles cursus sont aussi très prisés des entreprises. Par exemple, le diplôme de juriste-conseil d'entreprise (DJCE) qui se prépare à l'université parallèlement à un M2 en droit des affaires ou en droit des entreprises. Responsable conformité: formation en droit, économie et finances (école de commerce ou d'ingénieurs). Formations professionnelles spécifiques à l'Institut européen de la régulation financière (EIFR). responsable management des risques: master management des risques

et/ou bac + 4 en gestion ou finances avec souvent une spécialisation qualité sécurité environnement.

► Juriste en droit de l'environnement H/F

Le juriste environnementaliste connaît parfaitement la législation sur la protection de l'environnement et suit de près son évolution. Le droit de l'environnement étant un droit transversal, les affaires à traiter peuvent aussi bien relever du droit privé que du droit public.

Salaire net mensuel débutant: 2 000 € environ.

Formation: master en droit + spécialisation en droit de l'environnement.

► Juriste en droit social H/F

Au carrefour du juridique et des ressources humaines, le juriste en droit social informe et conseille la direction des ressources humaines pour tout ce qui concerne la législation du travail.

Il rédige les contrats de travail des salariés et traite les dossiers sociaux (contentieux prud'homains, relation avec les avocats...). Il répond aux questions juridiques que peuvent se poser les membres du personnel.

Autres appellations: juriste social, assistante juridique RH.

Salaire net mensuel débutant: 2 000 € environ.

Formation: master en droit social ou en droit du travail.

► Juriste dans les banques et les assurances H/F

Le métier consiste à conseiller les membres du personnel de la banque sur toutes les questions juridiques: relations client, affaires internes, projets de développement commercial, restructurations... Ce juriste intervient aussi au niveau du développement de nouveaux produits financiers pour couvrir les aspects juridiques et gérer le contenu des contrats de la banque en veillant à leur conformité par rapport aux réglementations.

Il peut également gérer les dossiers litigieux, en coopération avec des avocats externes à l'établissement et chargés de la défense des intérêts de la banque.

Salaire net mensuel débutant: 2 000 € environ (très variable selon la taille de l'entreprise).

Formation: master pro en droit des affaires, droit communautaire, droit des assurances, droit ban-

caire ou droit des nouveaux moyens de communication + notions de comptabilité et de fiscalité.

► Lobbyiste H/F

Le lobbyiste exerce en tant que profession libérale ou au sein d'organismes employant des spécialistes de diverses compétences (économistes, juristes) qui se mettent au service d'un groupe industriel, d'un organisme privé ou de causes d'intérêt général. Il défend des intérêts et influe sur les personnes détenant le pouvoir.

Le lobbying permet d'établir la communication entre ceux qui prennent les décisions (politiques, élus locaux, faiseurs d'opinion...) et ceux qui sont concernés par ces décisions.

Les lobbyistes sont de plus en plus présents. On les retrouve au Parlement européen, dans les grands ministères et dans les grands sièges d'organisations internationales (OMC, par exemple).

Autres appellations: responsable des affaires publiques, chargé de plaidoyer (dans une ONG).

Salaire: variable selon le statut et la taille de l'entreprise, mais oscille entre 30 000 € net par an à l'embauche et plus de 40 000 € par an pour ceux qui ont entre 2 et 5 ans d'ancienneté.

Formation: Solide formation en droit (un M2, par exemple), en sciences économiques ou une double compétence (université/école de commerce ou université/Sciences Po); diplôme Influence et plaidoyer de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye

► Chargé de plaidoyer H/F

Ce professionnel fait du lobbying pour des organisations non lucratives. Il est chargé d'influencer les décideurs selon les objectifs de la structure pour laquelle il travaille (ONG, association, entreprise sociale...) pour faire évoluer les règles, les normes ou les lois.

Pour cela, il met en place des actions d'information auprès des citoyens permettant de faire pression sur les décisionnaires: il produit et rédige des documents, analyse les données qui remontent du terrain, identifie les sources de financements potentielles, assure la diffusion de ses actions sur les réseaux sociaux...

Le poste demande généralement une grande disponibilité (soir, week-ends...) pour les réunions et actions de mobilisation... ainsi que des déplacements en France et/ou à l'étranger selon la structure.

Autre appellation: chargé d'influence

Salaire brut mensuel débutant: à partir de 2 600 €.

Formation: diplôme Influence et plaidoyer de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye (accès à bac + 4); master en droit, relations internationales, action humanitaire, journalisme... Les structures demandent souvent une première expérience dans le domaine juridique.

Pour en savoir plus

Pour plus d'infos sur le secteur, l'emploi et les métiers du droit, consultez notre sélection de sites internet.

[Voir liste 1 du carnet d'adresses.](#)

Métiers de la propriété industrielle et intellectuelle

À l'image des différents aspects de la propriété industrielle, littéraire et intellectuelle (brevets, marques, contrefaçons...), les métiers liés à la propriété sont très variés.

► Conseiller en propriété industrielle H/F

Il travaille généralement dans le domaine des brevets ou des marques et modèles. Il assure le conseil et la représentation de ses clients.

Salaire: environ 30 000 € brut annuel pour un débutant.

Formation: master en droit (droit des affaires ou de la propriété industrielle) ou diplôme d'ingénieur. Le conseiller en propriété industrielle peut, après 3 ans d'expérience professionnelle, concourir au titre de conseiller en propriété industrielle délivré par l'Inpi.

► Mandataire en brevets européens H/F

Il conseille et représente les déposants de demandes de brevets européens auprès de l'OEB (Office européen des brevets).

Salaire: environ 40 000 € brut annuel pour un débutant.

Formation: diplôme d'ingénieur + examen européen de qualification.

► Avocat spécialisé H/F

En propriété industrielle, littéraire, artistique et intellectuelle ou dans les nouvelles technologies, il assiste, défend et conseille les entreprises.

Salaire: environ 35000 € brut annuel pour un débutant.

Formation: master en droit (droit des affaires) + Capa (certificat d'aptitude à la profession d'avocat).

► Ingénieur brevets H/F

L'ingénieur brevets est chargé de déposer les brevets afin de protéger les découvertes des chercheurs. Il rédige les contrats, surveille la concurrence et lutte contre la contrefaçon. Il doit également négocier les droits de propriété intellectuelle avec les partenaires. Il travaille généralement dans les domaines technologiques et scientifiques au sein d'un cabinet spécialisé, d'un cabinet de conseil, d'un laboratoire ou comme indépendant.

www.ceipi.edu

Salaire brut mensuel débutant: 3 000 € environ.

Formation: diplôme d'ingénieur en chimie associé de préférence à une formation complémentaire en droit dans le domaine de la propriété industrielle. Le Ceipi (Centre d'études internationales de la propriété intellectuelle), à Strasbourg, prépare à plusieurs masters en droit de la propriété industrielle.

► Examinateur de marques H/F

Il examine les dépôts de marque et argumente ses décisions en cas de refus. Il travaille à l'Inpi (Institut national de la propriété industrielle) ou dans les instances européennes ou internationales.

Salaire: environ 30000 € brut annuel pour un débutant.

Formation: master en droit (droit des affaires).

Études et diplômes

Bac ou capacité en droit

Les bacheliers généraux représentent presque 80 % des inscrits en 1^{re} année de licence de droit. Au-delà du profil lié au choix d'un enseignement de spécialité au bac, l'essentiel pour réussir est de fournir un travail régulier et soutenu. La capacité en droit offre la possibilité à des non-bacheliers, de s'inscrire dans l'enseignement supérieur.

► Bac général

Le droit nécessite l'acquisition d'une technique, d'un nouveau langage (vocabulaire, notions de droit...), et dans ce domaine, les bacheliers généraux sont les mieux armés.

L'enseignement optionnel DGEMC (droit et grands enjeux du monde contemporain), proposé en classe de terminale, constitue une première initiation au droit. Mais cette découverte de la discipline juridique ne doit pas être considérée comme une préparation au programme de la 1^{re} année de licence qui ne se raccroche à aucun des enseignements reçus au lycée.

[Lire dossier Le bac général n°1.34.](#)

► Bac techno STMG

Le bac techno sciences et technologies du management et de la gestion peut permettre des études juridiques courtes et professionnalisantes (BTS, BUT...).

En licence de droit les bacheliers technologiques constituent entre 5 et 20 % des effectifs selon les facs et passent difficilement le cap de la 1^{re} année. Les notions de droit abordées au lycée ont peu de rapport avec les enseignements de licence.

Certaines universités leur proposent de faire une année de mise à niveau en français, culture générale et méthodologie. D'autres ont mis en place des dispositifs d'adaptation en L1.

[Lire dossier Les bacs technologiques n°1.435.](#)

Les **bacheliers professionnels** sont rares dans ce cursus.

► Capacité en droit

La capacité en droit est un diplôme de niveau bac : il offre la possibilité à des non-bacheliers de s'inscrire dans l'enseignement supérieur. La formation comprend des enseignements en droit public, droit pénal, administratif...

Pour s'inscrire en capacité de droit, une seule condition : avoir 17 ans minimum. Les études durent 2 ans et se déroulent uniquement en cours du soir ou par correspondance.

Une moyenne de 10/20 au diplôme permet d'intégrer une L1 de droit ou un DU de secrétariat juridique. Avec une moyenne de 15/20, vous pouvez entrer directement en L2 de droit.

Attention, on compte près de 80 % d'échec en 1^{re} année. Avant de vous engager dans cette voie, demandez-vous s'il n'est pas préférable de préparer un bac.

[Voir liste 2 du carnet d'adresses.](#)

Études courtes : BTS, Deust, BUT et licence pro

Le BTS et le Deust sont des diplômes professionnalisants qui vous mènent à un niveau bac + 2. Possibilité de poursuite d'études, notamment en licence professionnelle (bac + 3). Le BUT (ex-DUT) vous permet également de décrocher un niveau bac + 3.

► BTS collaborateur juriste notarial

Durée : 2 ans

Réforme : Ce diplôme remplacera, à partir de la rentrée 2022, le BTS notariat.

Accès : Après un bac STMG, un bac général.

Objectifs : Ce BTS forme des collaborateurs d'office notarial. Ils interviennent dans le traitement juridique, administratif et comptable des dossiers, contribuent à la rédaction d'actes simples et négocient les biens à vendre ou à louer.

Contenu : Enseignements généraux, techniques et professionnels : conduite de dossier en droit des personnes, de la famille et du patrimoine familial ; en droit des biens dans le domaine immobilier ou de l'entreprise ; environnement de l'activité notariale ; droit

Débouchés : Les titulaires de ce BTS exercent la fonction de collaborateur, principalement dans un office notarial. Ils peuvent aussi travailler au sein d'une collectivité territoriale, cabinet de généalogie, ou encore dans les secteurs bancaire, assurance et immobilier, etc.

[Lire dossier Les métiers du notariat n°2.517.](#)

► Deust (bac + 2)

Le Deust (diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques) se prépare en 2 ans après le bac dans une université. Les enseignements comprennent des cours magistraux, des travaux dirigés et des cours pratiques. Les stages, d'une durée de 8 à 10 semaines, occupent également une large part dans la formation.

Les contenus théoriques et pratiques de chaque Deust sont souvent définis en collaboration avec des entreprises et des collectivités locales. Avantage : ils procurent des débouchés assurés. Inconvénient : leur spécialisation très pointue ne favorise pas la poursuite d'études.

Dans le domaine juridique, il existe, par exemple, le Deust assistant juridique proposé par l'université polytechnique des Hauts-de-France.

► BUT carrières juridiques (CJ)

Durée : 3 ans

Accès : Après un bac général, un bac techno (de préférence STMG) ou un bac pro avec un très bon dossier.

Objectifs : Ce BUT forme des assistants juridiques possédant un solide bagage juridique et une bonne connaissance de l'entreprise et de son environnement. Il propose 3 parcours : administration et justice, patrimoine et finance, entreprise et association.

Contenu : La formation est axée sur le droit civil, droit du travail, droit commercial, droit pénal, droit des affaires, droit et gestion de l'entreprise, droit administratif, droit social, gestion comptable et fiscalité. En 2^e année, l'étudiant choisit un des trois parcours proposés et effectue un stage en entreprise.

Débouchés : Les titulaires du BUT CJ occupent les fonctions d'assistant juridique dans des cabinets d'avocat, d'huissier, de commissaire-priseur, des services de greffe ou une étude de notaire. Ils peuvent exercer également dans toute entreprise publique et notamment dans la banque-assurance, les organismes de crédit, les collectivités territoriales.

Le BUT constitue également une bonne préparation à certains concours de la fonction publique (greffier, par exemple) et permet de poursuivre vers un master de droit, en économie et gestion ou en ressources humaines.

[Voir liste 3 du carnet d'adresses.](#)

► Licence professionnelle

Durée: 1 an

Objectifs: Contrairement à la licence « classique », la licence pro vise une insertion professionnelle rapide. Elle permet d'acquérir une spécialisation ou une compétence complémentaire par rapport à un précédent cursus. La formation articule enseigne-

ments théoriques et pratiques avec des stages. Selon les établissements, la licence pro est accessible directement après le bac ou avec un bac + 1 (L1...) ou un bac + 2 (L2, BTS...).

Il existe de nombreuses licences professionnelles dans le domaine du droit.

[Voir liste 5 du carnet d'adresses.](#)

Enseignement à distance

Capacité en droit, BTS notariat, licence, master... de nombreux diplômes peuvent se préparer par correspondance.

[Voir liste 10 du carnet d'adresses.](#)

Études longues : licence, master, doctorat

Le cycle licence/master en droit vous amène à un niveau bac + 5. Différentes spécialisations sont possibles au niveau master. Si vous souhaitez vous orienter vers la recherche ou l'enseignement dans l'enseignement supérieur, le doctorat demandera au moins 3 années d'études supplémentaires.

► Une filière en tension

La licence de droit est l'une des filières les plus demandées par les bacheliers. C'est pourquoi les universités vérifient l'adéquation du profil des lycéens avec les « attendus » définis dans le cadre de la procédure d'admission sur Parcoursup.

En cas de capacité d'accueil insuffisante, elles proposent les places en priorité aux candidats qui ont, a priori, les meilleures chances d'y réussir.

Si votre profil correspond à la licence demandée, vous aurez une réponse positive. S'il y a plus de candidats que de places disponibles, vous serez peut-être mis sur liste d'attente.

En revanche, si votre profil ne correspond pas aux attendus, l'université peut vous répondre « oui si ». Dans ce cas, vous serez accepté à condition de suivre un parcours adapté, avec des renforcements dans certaines matières pour vous remettre à niveau.

Pour vous permettre de vous situer par rapport aux attendus de la licence de droit, un **questionnaire d'auto-évaluation** a été conçu. Répondre à ce questionnaire est obligatoire sur Parcoursup, mais les résultats ne seront pas pris en compte dans le traitement de votre candidature. Il s'agit d'une auto-évaluation, destinée à vous éclairer sur les attentes concrètes pour cette filière.

[Lire dossier Parcoursup : mode d'emploi n°1.61.](#)

► Études universitaires : autonomie indispensable

Les études de droit se font à l'université. Mais les modalités de travail y sont différentes du lycée : assiduité, autonomie et rigueur sont indispensables.

Un Mooc pour découvrir la licence de droit

L'université Paris-II-Panthéon-Assas propose de découvrir la licence de droit à travers un Mooc : **le droit est-ce pour moi ?** Les futurs étudiants y découvriront les matières enseignées en 1^{re} et 2^e année. Il est possible de suivre les 5 sections de ce cours dans l'ordre que vous souhaitez.

www.fun-mooc.fr

► Licence

Durée: 3 ans

Objectifs: Proposée à l'université, la licence mène à un niveau bac + 3. Elle combine enseignements théoriques en cours magistraux et enseignements appliqués en travaux pratiques ou dirigés en petits groupes. Les 2 premières années (L1 et L2) proposent généralement une approche généraliste, la 3^e année (L3) étant dédiée à la spécialisation.

La licence classique ne vise pas l'insertion professionnelle mais une poursuite d'études à l'université ou en grande école.

Bien qu'encore généraliste, la 3^e année (L3) permet de commencer à se spécialiser en fonction de son projet professionnel.

Le choix des matières en L3 est essentiel car il détermine souvent l'admission en master et le type de profession que l'étudiant exercera. Par exemple, les étudiants en droit privé se dirigent plutôt vers des carrières judiciaires (avocat, magistrat, notaire...), tandis que les étudiants en droit public s'orientent plutôt vers des carrières administratives.

De nombreuses universités proposent des **licences bidisciplinaires** qui associent au droit la science politique, les biotechnologies, l'économie, les sciences sociales ou l'histoire de l'art. Ce sont des filières sélectives qui permettent d'acquérir une double compétence fort utile pour entrer dans le monde du travail.

[Voir liste 4 du carnet d'adresses.](#)

► DU de criminologie

Les diplômes d'université (DU), accessibles avec un bac + 2, sont des diplômes propres à l'université qui les délivre : ils ne bénéficient donc pas d'une reconnaissance nationale. Ils peuvent se préparer aussi bien en formation initiale que continue.

Quelques universités proposent des DU de criminologie.

[Lire dossier Les métiers de la police n°2.543.](#)

► Master

Le master se prépare en 2 ans après une licence. On désigne par M1 et M2 les 2 années successives menant au master complet. Le master comporte des parcours à finalité professionnelle, à finalité recherche ou indifférenciée. L'accès en M1 se fait sur dossier. Quelques filières, définies par décret, sélectionnent leurs étudiants à l'entrée en M2.

Si vous désirez faire carrière à l'université ou dans un organisme de recherche, choisissez un master de droit privé spécialité droit social.

Si vous voulez devenir juriste dans les entreprises employant des salariés détachés ou expatriés dans

différents pays, orientez-vous vers un master de droit privé spécialité droit social/droit social appliqué aux relations de travail internationales.

Pour devenir juriste du droit de la propriété intellectuelle, préférez un master de droit privé spécialité droit de la propriété intellectuelle ou, encore plus pointu, un master droit du design, spécialité droit des dessins et modèles esthétiques industriel-design.

[Voir liste 6 du carnet d'adresses.](#)

Classe prépa droit-économie

La prépa D1, récemment nommée droit-économie, qui offre un accès à l'ENS Rennes (économie, droit et management) allie, en 2 ans, des cours de prépa au lycée et de licence à l'université (L1 et L2). Destinée à tous les bacheliers, elle est accessible aux bacheliers généraux et plus rarement STMG.

Débouchés : le concours de l'ENS Rennes, certaines écoles de commerce partenaires qui sert de banque de notes à une vingtaine d'écoles (EM Lyon, Audencia Nantes...) sans oublier les banques communes d'épreuves Passerelle et Tremplin, les IEP, l'École nationale de la magistrature, le Celsa...

[Lire dossier Les classes préparatoires n°1.623.](#)

► Magistère (bac + 5)

Le magistère est un diplôme d'université qui sanctionne une formation à finalité professionnelle en 3 ans après un bac + 2.

Peu à peu remplacés par des masters, certains magistères sont néanmoins maintenus. Citons le magistère de droit des activités économiques de Paris 1, le magistère de juriste d'affaires de Paris 2 ou le magistère de juriste/conseil d'entreprises de Montpellier 1.

www.mdae.fr

<https://mja-assas.fr>

www.cde-montpellier.com

Conseil

Choisir une université proche de son domicile

La filière droit est très exigeante. Elle demande de l'organisation, une bonne méthodologie de travail et une grande autonomie. Il y a beaucoup de travail personnel à fournir, notamment pour la préparation des travaux dirigés. C'est pour cela que je conseille aux jeunes intéressés par ces études, de privilégier une université proche de leur domicile afin d'éviter un temps de trajet trop long qui pourrait jouer sur la motivation.

[V. Deflandre, conseillère au CIDJ](#)

► Doctorat (bac + 8)

Le doctorat est le diplôme universitaire le plus élevé. En 3 ans minimum après un master, on devient docteur (diplôme bac + 8). Le doctorat consiste en la rédaction d'une thèse sur un sujet original. Il se prépare au sein d'une école doctorale.

École de droit de Sciences Po

Le programme doctoral de l'École de droit, au sein de l'École doctorale de Sciences Po, propose une formation d'excellence orientée vers la recherche en droit, en 3 ans pour les titulaires d'un M2.

www.sciencespo.fr/ecole-doctorale/fr

► Formations internationales

Beaucoup d'universités ont entrepris d'ouvrir leurs cursus sur l'international. Outre les accords d'échanges proposés dans le cadre des programmes européens, elles proposent des formations mêlant droit français, droit étranger et étude d'une langue.

Certaines de ces formations permettent d'obtenir un double diplôme ou de suivre un cursus intégré et d'effectuer une partie d'un diplôme à l'étranger. Par exemple, l'université Paris 2 propose une double licence en droit français et droit suisse, Nanterre, en droit français et étranger ou l'université Rennes 1, un master de juriste franco-allemand.

Instituts spécialisés

Deux instituts rattachés à l'université Paris 2 dispensent des formations spécifiques :

- l'IDC (Institut de droit comparé) prépare notamment, en 1 an, au master droit français et européen. Pour être admis, il faut être inscrit en M1 de droit ;

<http://idc.u-paris2.fr>

- l'IHEI (Institut des hautes études internationales) prépare en 1 an après un bac + 2 au Ceji (certificat d'études juridiques internationales), qui permet à des étudiants juristes d'approfondir leurs connaissances en droit international. C'est une bonne préparation à un M2 de droit international.

www.ihei.u-paris2.fr

Formation continue

La plupart des diplômes universitaires peuvent être préparés dans le cadre de la formation continue. Le public est accueilli soit dans les formations initiales communes à tous les étudiants, soit dans des cursus spécialement conçus pour un public en formation continue.

Le Cnam (Conservatoire national des arts et métiers) propose plusieurs diplômes (licence, master et certificat de compétences) dans de nombreuses spécialisations du droit.

www.cnam.fr

Carnet d'adresses

► Liste 1

Sites de référence

<https://commissaire-justice.fr>

Édité par : Commissaires de justice
Sur le site : informations sur la profession de commissaire de justice, la formation, annuaire des professionnels, FAQ

<https://fedea-ares.org>

Édité par : Fédération nationale des associations représentatives des étudiants en sciences sociales (Ares)
Sur le site : informations sur les études et métiers en sciences économiques, gestion, droit, IAE et AES : cartographie nationale des licences et masters, guides des études, plateforme pour trouver un emploi, stage, alternance en sciences sociales

<https://unedesep.fr>

Édité par : Union nationale des étudiants en droit, gestion, AES, sciences économiques, politique et sociales (Unedesep)
Sur le site : guide des métiers en droit

www.afje.org

Édité par : Association française des juristes d'entreprise
Sur le site : présentation du métier et de la formation de juriste d'entreprise, agenda, offres d'emploi et de stages (sur inscription)

www.carrieres-juridiques.com

Édité par : Carrières juridiques
Sur le site : offres d'emploi et de stages, annuaire d'employeurs, annuaire de formations diplômantes et stages de formation continue, actualité juridique, fiches métier

www.cnamj.fr

Édité par : Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires
Sur le site : présentation de l'annuaire des formations et de la profession, tendances du secteur, agenda, actualités et liens utiles.

www.fnede.asso.fr

Édité par : Fédération nationale pour le droit de l'entreprise
Sur le site : présentation des formations (DJCE, formation initiale et continue) dans le domaine du droit de l'entreprise.

www.huissier-justice.fr

Édité par : Chambre nationale des commissaires de justice - section huissiers de justice
Sur le site : présentation du métier d'huissier de justice : fonction, formation, installation, annuaire des huissiers de justice.

www.justice.gouv.fr

Édité par : Ministère de la Justice
Sur le site : organisation de la justice en France, démarches en ligne, publications, fiches pratiques, actualités.

www.metiers.justice.gouv.fr

Édité par : Ministère de la Justice - Métiers
Sur le site : présentation des métiers, vidéos de professionnels, calendrier des concours, préparation et inscription, recrutement sans concours, écoles et classes préparatoires du ministère.

www.village-justice.com

Édité par : Village de la justice
Sur le site : offres d'emploi et de stages, entreprises qui recrutent, forums, annuaire de sites juridiques, fiches métiers, formations juridiques, magazines en ligne, actualités juridiques

► Liste 2

Capacité en droit

La capacité en droit se prépare en 2 ans dans les universités publiques.

Public

06050 Nice

Campus Trotabas - Faculté de droit et science politique
Tél : 04 89 15 25 00
<http://unice.fr/faculte-de-droit-et-science-politique/presentation>

10011 Troyes

Campus des Comtes de Champagne
Tél : 03 25 80 99 15
www.univ-reims.fr

11100 Narbonne

UFR des sciences juridiques et économiques - site de Narbonne
Tél : 04 68 90 91 00
www.univ-perp.fr

Liste 1

Sites de référence p. 15

Liste 2

Capacité en droit p. 15

Liste 3

BUT carrières juridiques p. 16

Liste 4

Licences p. 16

Liste 5

Licences professionnelles p. 17

Liste 6

Masters p. 17

Liste 7

Droit comparé p. 18

Liste 8

Écoles spécialisées p. 18

Liste 9

Formations au DJCE p. 18

Liste 10

Enseignement à distance p. 19

13001 Marseille

Faculté de droit et science politique - Campus Marseille Centre
Tél : 04 96 12 61 40
<https://facedroit.univ-amu.fr>

13628 Aix-en-Provence

Faculté de droit et science politique - AMU
Tél : 04 42 17 28 00
<https://facedroit.univ-amu.fr>

16400 La Couronne

Faculté de droit et sciences sociales - site d'Angoulême
Tél : 05 45 25 18 50
<http://droit.univ-poitiers.fr>

20250 Corte

UFR de Droit, Sciences sociales, Economiques et de Gestion
Tél : 04 95 45 00 16
<http://droit-eco.univ-corse.fr>

21072 Dijon

UFR droit, sciences économiques et politique
Tél : 03 80 39 56 00
<http://ufr-dsep.u-bourgogne.fr>

24019 Périgueux

Institut droit et économie de Périgueux
Tél : 05 53 53 24 65
www.dejep.fr/

28000 Chartres

École de droit - Pôle universitaire
Tél : 02 37 34 42 72
www.univ-orleans.fr/fr/deg/formation/ecole-de-droit

28000 Chartres

Pôle universitaire d'Eure-et-Loir
Tél : 02 37 30 99 44
www.univ-orleans.fr/fr/univ/vie-des-campus/decouvrir-les-campus/chartres

29238 Brest

Faculté de droit, économie, gestion et AES
Tél : 02 98 01 60 23
<http://formations.univ-brest.fr/fr/trouver-une-formation.html?submit-form=&domain=DEG>

31042 Toulouse

Faculté de droit et science politique
Tél : 05 61 63 35 00
www.univ-tlse1.fr

33608 Pessac

Faculté de droit et science politique
Tél : 05 56 84 85 10
<http://droit.u-bordeaux.fr>

34060 Montpellier

UFR de droit et science politique
Tél : 04 34 43 28 28
www.umontpellier.fr/universite/composantes/faculte-de-droit-et-de-science-politique/

35042 Rennes

Faculté de droit et science politique
Tél : 02 23 23 76 76
<http://droit.univ-rennes1.fr>

42023 Saint-Etienne
Faculté de droit
Tél : 04 77 42 13 60
<https://fac-droit.univ-st-etienne.fr/fr/index.html>

45067 Orléans
UFR droit, économie, gestion
Tél : 02 38 41 70 31
www.univ-orleans.fr/deg

49036 Angers
UFR de droit, économie et gestion
Tél : 02 41 96 21 35
www.univ-angers.fr/fr/acces-directs/facultes-et-instituts/faculte-de-droit-d-economie-et-de-gestion.html

51096 Reims
UFR de droit et science politique
Tél : 03 26 91 38 26
www.univ-reims.fr

57045 Metz
UFR Droit, économie et administration
Tél : 03 72 74 76 00
<http://fac-droit-economie-administration.univ-lorraine.fr>

58028 Nevers
UFR Droit, sciences économiques et politiques site de Nevers
Tél : 03 86 71 61 90
<http://ufr-dsep.u-bourgogne.fr>

59024 Lille
Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales
Tél : 03 20 90 74 00
<https://droit.univ-lille.fr/>

59313 Valenciennes
Institut Sociétés et Humanités Droit, Administration publique
Tél : 03 27 51 16 22
www.uphf.fr/ISH

63002 Clermont-Ferrand
École de droit
Tél : 04 73 17 76 00
<http://droit.uca.fr>

64016 Pau
Collège Sciences sociales et humanités (SSH) - Campus de Pau
Tél : 05 59 40 80 80
www.univ-pau.fr/collegessh

66000 Perpignan
UFR des sciences juridiques et économiques
Tél : 04 30 19 81 21
www.univ-perp.fr

67045 Strasbourg
Faculté de droit de sciences politiques et de gestion
Tél : 03 68 85 88 29
<http://droit.unistra.fr>

69676 Bron
UFR droit et science politique - site de Bron
Tél : 04 78 77 23 23
<http://offreformation.univ-lyon2.fr/cdm/>

75005 Paris
UFR Droit - Département licence (École de droit de la Sorbonne)
Tél : 01 44 07 78 74
www.univ-paris1.fr/ufr/ufr26

75015 Paris
UFR droit et sciences politiques - Centre Vaugirard
Tél : 01 55 76 16 16/25
www.u-paris2.fr

80027 Amiens
UFR de droit et de science politique
Tél : 03 22 82 71 52
www.u-picardie.fr/droit-science-politique/

83056 Toulon
UFR de droit
Tél : 04 94 46 75 00
<https://droit.univ-tln.fr>

84029 Avignon
UFRip Droit, économie, gestion
Tél : 04 90 16 27 41
www.univ-avignon.fr

92001 Nanterre
UFR de droit et science politique
Tél : 01 40 97 77 59
<http://ufr-dsp.parisnanterre.fr>

93430 Villetaneuse
UFR de droit, sciences politiques et sociales
Tél : 01 49 40 44 75
www.univ-paris13.fr/dsps/

94010 Créteil
UFR de droit
Tél : 01 56 72 60 00
<http://droit.u-pec.fr>

(Source : Onisep)



www.cidj.com
rubrique réseau IJ

Plus de 1300 structures
Info Jeunes vous accueillent à travers toute la France.

Vous y trouverez conseils, infos et adresses de proximité.

► Liste 3

BUT carrières juridiques

Ces instituts universitaires de technologie préparent au BUT carrières juridiques en formation initiale, en alternance ou en formation continue. Le BUT CJ propose trois parcours.

Public

02000 Laon
IUT de l'Aisne campus de Laon
Tél : 03 23 26 01 48
<http://iut-aisne.u-picardie.fr/>
parcours administration et justice, parcours associations et entreprises, parcours patrimoine et finance

02880 Cuffies
IUT de l'Aisne campus de Soissons
Université de Picardie Jules Verne
Tél : 03 23 76 40 20
<http://iut-aisne.u-picardie.fr/>
parcours administration et justice, parcours associations et entreprises

10026 Troyes
IUT de Troyes
Tél : 03 25 42 46 46
www.iut-troyes.univ-reims.fr

11100 Narbonne
IUT de Perpignan antenne de Narbonne
Tél : 04 68 90 91 01
<http://iut.univ-perp.fr>
parcours associations et entreprises, parcours patrimoine et finance

12000 Rodez
IUT de Rodez
Tél : 05 65 77 10 80
www.iut-rodez.fr
parcours associations et entreprises, parcours patrimoine et finance

35417 Saint-Malo
IUT de Saint-Malo
Tél : 02 99 21 95 00
<https://iut-stmalo.univ-rennes1.fr/>
parcours administration et justice, parcours associations et entreprises

38031 Grenoble
IUT de Grenoble 2 site Doyen-Gosse
Tél : 04 76 28 45 09
<http://iut2.univ-grenoble-alpes.fr>
parcours administration et justice, parcours associations et entreprises, parcours patrimoine et finance

59100 Roubaix
IUT C
Tél : 03 28 33 36 20
<http://iut-c.univ-lille.fr/>
parcours administration et justice, parcours associations et entreprises, parcours patrimoine et finance

68008 Colmar
IUT de Colmar
Tél : 03 89 20 23 58
www.iutcolmar.uha.fr
parcours administration et justice, parcours associations et entreprises, parcours patrimoine et finance

69007 Lyon
IUT Jean Moulin - Lyon 3
Tél : 04 81 65 26 00
<http://iut.univ-lyon3.fr>
parcours administration et justice, parcours associations et entreprises, parcours patrimoine et finance

71100 Chalon-sur-Saône
IUT campus de Chalon-sur-Saône
Tél : 03 85 42 43 27
<http://iutchalon.u-bourgogne.fr>
parcours associations et entreprises

76186 Rouen
IUT Rouen site Pasteur
Tél : 02 35 14 60 14
<http://iutrouen.univ-rouen.fr/>
rouen-pasteur-pust-339175.kjsp?RH=1378141499689&RF=1384872011627
parcours administration et justice, parcours associations et entreprises, parcours patrimoine et finance

93430 Villetaneuse
IUT de Villetaneuse
Université Sorbonne Paris Nord
www.iutv.univ-paris13.fr
parcours administration et justice, parcours associations et entreprises, parcours patrimoine et finance

(Source : Onisep)

► Liste 4

Licences

Ces établissements proposent des licences dans le domaine du droit.

- > Droit, sciences et innovation : Paris-Saclay
- > Droit-économie : Paris-Saclay
- > Droit-informatique : Paris-Saclay
- > Droit : Lycée des Chartreux, Aix-Marseille, Avignon, Centre universitaire de Mayotte, CY Cergy Paris, Facultés libres de l'Ouest - UCO Angers, Institut catholique de Lyon, Institut catholique de Paris,

Institut catholique de Toulouse, Institut catholique d'études supérieures, Institut National Universitaire Jean-François Champollion, La Rochelle, Le Mans, Bretagne-Sud, catholique de Lille, Clermont Auvergne, Côte d'Azur, Angers, Artois, Bordeaux, Bourgogne, Bretagne Occidentale, Caen Normandie, Corse, Franche-Comté, Guyane, Haute Alsace Mulhouse, la Polynésie française, La Réunion, Lille, Limoges, Lorraine, Montpellier, Nantes, Nîmes, Nouvelle Calédonie, Université de Paris, Pau et des Pays de l'Adour, Perpignan Via Domitia, Poitiers, Reims Champagne-Ardenne, Rennes 1, Rouen Normandie, Strasbourg, Toulon, Tours, Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Antilles, Evry-Val-d'Essonne, Orléans, Littoral Côte d'Opale, Grenoble Alpes, Jean Monnet Saint-Etienne, Jean Moulin - Lyon 3, Le Havre Normandie, Lumière - Lyon 2, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne, Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Paris Nanterre, Paris-Est Créteil Val-de-Marne, Paris-Saclay, Picardie Jules Verne Amiens, polytechnique Hauts-de-France, Savoie Mont Blanc, Sorbonne Paris Nord, Toulouse I Capitole

> Droit canonique : Strasbourg

> Droit français - droits étrangers : Paris Nanterre

> Licence intégrée franco-allemande en droit : CY Cergy Paris

(Source : Onisep)

► Liste 5

Licences professionnelles

Ces établissements proposent des licences professionnelles dans le domaine du droit.

> Activités juridiques : métiers du droit de l'environnement : Antilles

> Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier : Institut Supérieur de l'Immobilier et de l'Habitat, Aix-Marseille, Clermont Auvergne, Limoges, Lorraine, Perpignan Via Domitia, Rouen Normandie, Toulon, Gustave Eiffel, Paris-Est Créteil Val-de-Marne

> Activités juridiques : métiers du droit des sociétés : Lille

> Activités juridiques : métiers du droit des transports : Le Havre Normandie

> Activités juridiques : métiers du droit privé : Lycée agricole l'Oisellerie d'Angoulême, Bordeaux, Perpignan Via Domitia, Poitiers, polytechnique Hauts-de-

France

> Activités juridiques : métiers du droit social : Lorraine, Reims Champagne-Ardenne, Rouen Normandie, Toulon, Lumière - Lyon 2

(Source : Onisep)

► Liste 6

Masters

> Droit : Avignon, Bretagne-Sud, Bretagne Occidentale, Haute Alsace Mulhouse, Montpellier, Nouvelle Calédonie, Reims Champagne-Ardenne, Strasbourg, Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne, Paris Dauphine-PSL, Paris-Saclay, PSL, Sorbonne Paris Nord

> Droit bancaire et financier : Le Mans, Montpellier, Université de Paris, Jean Moulin - Lyon 3, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne

> Droit canonique : Strasbourg

> Droit civil : Clermont Auvergne, Caen Normandie, Lorraine, Montpellier

> Droit comparé : Perpignan Via Domitia, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne

> Droit constitutionnel : Panthéon-Sorbonne

> Droit de la propriété intellectuelle : Bordeaux, Montpellier, Strasbourg, Grenoble Alpes, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne, Paris-Est Créteil Val-de-Marne

> Droit de la propriété intellectuelle et du numérique : Paris-Saclay

> Droit de la santé : École des hautes études en santé publique, Aix-Marseille, CY Cergy Paris, Bordeaux, Lille, Montpellier, Université de Paris, Rennes 1, Tours, Jean Moulin - Lyon 3, Panthéon-Sorbonne, Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Paris-Est Créteil Val-de-Marne, Paris-Saclay, Picardie Jules Verne Amiens, Toulouse I Capitole

> Droit de l'économie : Montpellier, Paris Nanterre

> Droit de l'entreprise : CY Cergy Paris, Institut National Universitaire Jean-François Champollion, La Rochelle, catholique de Lille, Artois, Caen Normandie, Franche-Comté, Lille, Limoges, Montpellier, Pau et des Pays de l'Adour, Reims Champagne-Ardenne, Rouen Normandie, Tours, Le Havre Normandie, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne, Picardie Jules Verne Amiens

> Droit de l'environnement : Montpellier

> Droit de l'environnement et de l'urbanisme : Limoges,

Montpellier, Nantes, Perpignan Via Domitia, Strasbourg, Tours, Panthéon-Sorbonne

> Droit de l'immobilier : Aix-Marseille, Montpellier, Perpignan Via Domitia, Panthéon-Assas, Paris-Est Créteil Val-de-Marne, polytechnique Hauts-de-France, Toulouse I Capitole

> Droit des activités maritimes : Institut universitaire européen de la mer, Bretagne Occidentale

> Droit des affaires : Aix-Marseille, CY Cergy Paris, Institut catholique d'études supérieures, catholique de Lille, Clermont Auvergne, Angers, Bordeaux, Bourgogne, Caen Normandie, Corse, Franche-Comté, La Réunion, Lille, Lorraine, Montpellier, Nîmes, Université de Paris, Perpignan Via Domitia, Poitiers, Rennes 1, Strasbourg, Toulon, Littoral Côte d'Opale, Grenoble Alpes, Jean Monnet Saint-Etienne, Jean Moulin - Lyon 3, Le Havre Normandie, Lumière - Lyon 2, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne, Paris Nanterre, Paris-Est Créteil Val-de-Marne, Paris-Saclay, polytechnique Hauts-de-France, Savoie Mont Blanc, Toulouse I Capitole

> Droit des assurances : La Rochelle, Le Mans, Caen Normandie, Montpellier, Poitiers, Jean Moulin - Lyon 3, Panthéon-Assas, Paris-Est Créteil Val-de-Marne

> Droit des collectivités territoriales : Artois, Corse, Montpellier, Nîmes, Poitiers, Littoral Côte d'Opale, Grenoble Alpes, Le Havre Normandie, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne

> Droit des libertés : Caen Normandie, Montpellier, Strasbourg, Grenoble Alpes

> Droit du numérique : Aix-Marseille, La Rochelle, Caen Normandie, Corse, Franche-Comté, Lille, Université de Paris, Poitiers, Panthéon-Sorbonne, Paris Nanterre, Paris-Est Créteil Val-de-Marne

> Droit du patrimoine : catholique de Lille, La Réunion, Lille, Limoges, Montpellier, Poitiers, Rouen Normandie, Strasbourg, Tours, Panthéon-Assas, Picardie Jules Verne Amiens

> Droit européen : École normale supérieure de Rennes, Bordeaux, Limoges, Montpellier, Rennes 1, Strasbourg, Tours, Grenoble Alpes, Jean Moulin - Lyon 3, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne, Paris Nanterre, Paris-Est Créteil Val-de-Marne

> Droit fiscal : Aix-Marseille, Institut catholique d'études supérieures, catholique de Lille, Lorraine, Jean Moulin - Lyon 3, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne, Paris-Est Créteil Val-de-Marne, Toulouse I Capitole

> Droit français-droits étrangers : Panthéon-Sorbonne, Paris Nanterre

> Droit international : CY Cergy Paris, catholique de Lille, Bordeaux, Université de Paris, Rouen Normandie, Strasbourg, Tours, Grenoble Alpes, Jean Moulin - Lyon 3, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne, Paris Nanterre, Savoie Mont Blanc

> Droit international et droit européen : Aix-Marseille, Côte d'Azur, Caen Normandie, Lille, Poitiers, Picardie Jules Verne Amiens, Toulouse I Capitole

> Droit international et européen : Paris-Saclay

> Droit notarial : Aix-Marseille, Clermont Auvergne, Côte d'Azur, Bordeaux, Bourgogne, Caen Normandie, Corse, Lille, Limoges, Lorraine, Montpellier, Nantes, Université de Paris, Pau et des Pays de l'Adour, Poitiers, Reims Champagne-Ardenne, Rennes 1, Rouen Normandie, Strasbourg, Toulon, Grenoble Alpes, Jean Moulin - Lyon 3, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne, Paris Nanterre, Paris-Est Créteil Val-de-Marne, Paris-Saclay, Savoie Mont Blanc, Toulouse I Capitole

> Droit pénal et sciences criminelles : Aix-Marseille, catholique de Lille, Clermont Auvergne, Bordeaux, Lille, Lorraine, Montpellier, Nantes, Pau et des Pays de l'Adour, Poitiers, Reims Champagne-Ardenne, Strasbourg, Grenoble Alpes, Jean Moulin - Lyon 3, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne, Paris Nanterre, Paris-Est Créteil Val-de-Marne, Toulouse I Capitole

> Droit privé : Institut Société & Famille, Aix-Marseille, CY Cergy Paris, Le Mans, catholique de Lille, Angers, Bordeaux, la Polynésie française, Lille, Montpellier, Nantes, Université de Paris, Pau et des Pays de l'Adour, Reims Champagne-Ardenne, Rennes 1, Strasbourg, Antilles, Orléans, Grenoble Alpes, Jean Monnet Saint-Etienne, Jean Moulin - Lyon 3, Lumière - Lyon 2, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne, Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Paris Nanterre, Paris-Est Créteil Val-de-Marne, Paris-Saclay, Picardie Jules Verne Amiens, Savoie Mont Blanc, Toulouse I Capitole

> Droit public : Centre de préparation à l'administration générale Aix-Marseille - IEP, Aix-Marseille, CY Cergy Paris, Institut National Universitaire Jean-François Champollion, La Rochelle, Le Mans, catholique de Lille, Côte d'Azur, Angers, Artois, Bordeaux, Bourgogne, Caen Normandie, la Polynésie française, La Réunion, Lille, Lorraine, Montpellier, Nantes, Université de Paris, Pau et des Pays de l'Adour, Reims

Champagne-Ardenne, Rennes 1, Strasbourg, Toulon, Tours, Antilles, Orléans, Jean Monnet Saint-Etienne, Jean Moulin - Lyon 3, Lumière - Lyon 2, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne, Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Paris Nanterre, Paris-Saclay, Picardie Jules Verne Amiens, polytechnique Hauts-de-France, Savoie Mont Blanc, Toulouse I Capitole

> Droit public des affaires : Institut catholique d'études supérieures, Montpellier, Poitiers, Grenoble Alpes, Panthéon-Sorbonne, Paris-Est Créteil Val-de-Marne

> Droit social : Aix-Marseille, CY Cergy Paris, catholique de Lille, Clermont Auvergne, Bordeaux, Lille, Lorraine, Montpellier, Nantes, Rennes 1, Strasbourg, Toulon, Orléans, Jean Moulin - Lyon 3, Lumière - Lyon 2, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne, Paris Nanterre, Paris-Est Créteil Val-de-Marne, Paris-Saclay, Toulouse I Capitole

> Économie du droit : Aix-Marseille, Panthéon-Assas, Paris Nanterre

> Histoire du droit et des institutions : Aix-Marseille, Bordeaux, Lille, Limoges, Montpellier, Nantes, Université de Paris, Rennes 1, Strasbourg, Jean Moulin - Lyon 3, Toulouse I Capitole

> Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation-second degré (en droit économie gestion) : Institut supérieur de formation de l'enseignement catholique, Université Bordeaux Montaigne, Pau et des Pays de l'Adour, Bordeaux, Université Côte d'Azur, Toulon, Haute Alsace Mulhouse, Strasbourg, Nantes, Le Mans université, Université d'Angers, Poitiers, La Rochelle Université, Université d'Orléans, Tours, Paris-Est Créteil Val-de-Marne, Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Sorbonne Paris Nord, Gustave Eiffel, Université Rennes 2, Rennes 1, Aix-Marseille, Facultés libres de l'Ouest - UCO Angers, Institut catholique de Lyon, Claude Bernard - Lyon 1, Clermont Auvergne, Angers, Artois, Bordeaux, Bourgogne, Caen Normandie, Franche-Comté, Lille, Lorraine, Montpellier, Reims Champagne-Ardenne, Rouen Normandie, Grenoble Alpes, Lumière - Lyon 2, Panthéon-Sorbonne, Paris Nanterre, Paris-Est Créteil Val-de-Marne, Paul Valéry Montpellier 3, Picardie Jules Verne Amiens, Toulouse - Jean Jaurès

> Systèmes juridiques et droits de l'Homme : Paris Nanterre

> Théorie et analyse du droit : École des hautes études en sciences sociales

► Liste 7

Droit comparé

Ces formations universitaires proposent des diplômes en droit comparé dans différentes disciplines.

Licence

> Droit : Le Mans, Lorraine, Tours, Le Havre Normandie, Panthéon-Assas, Toulouse I Capitole

> Droit français - droits étrangers : Paris Nanterre

Master

> Droit comparé : Perpignan Via Domitia, Panthéon-Assas, Panthéon-Sorbonne

> Droit des affaires : Poitiers

> Droit français-droits étrangers : Panthéon-Sorbonne, Paris Nanterre

> droit international : Panthéon-Assas

> Droit privé : CY Cergy Paris, Strasbourg, Paris-Est Créteil Val-de-Marne

> Droit public : Strasbourg

(Source : Onisep)

► Liste 8

Écoles spécialisées

Ces écoles forment, en formation initiale ou continue, les professionnels de la justice : commissaires de justice, greffiers et clerks, personnels de l'administration pénitentiaire ou de la Protection judiciaire de la Jeunesse.

21000 Dijon

École nationale des greffes (ENG) Bourgogne
Tél : 03 80 60 56 00
www.eng.justice.fr

> Formation initiale pour les métiers de directeur des services de greffe judiciaires, de greffier, de secrétaire administratif, d'adjoint administratif.

Formation continue de l'ensemble des fonctionnaires des services judiciaires.

Admission : après concours

47000 Agen

École nationale d'administration pénitentiaire (Enap)
Tél : 05 53 98 98 98
www.enap.justice.fr
Public

> Formations initiales et continues de l'ensemble du personnel de l'administration pénitentiaire.

Admission : Concours externes et internes du brevet au bac+3.
Durée : de quelques semaines à 2 ans, en fonction du métier choisi

59100 Roubaix

École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ)
Protection judiciaire de la jeunesse

Tél : 03 59 03 14 14

www.enpjj.justice.fr

Public

Site central à Roubaix (Nord), de 9 pôles territoriaux de formation (PTF) en métropole et de 2 missions ultra-marines

Formation initiale et continue

du personnel de la Protection

judiciaire de la Jeunesse

Classe préparatoire intégrée

> Diplôme d'éducateur ou de

directeur de la PJJ

Admission : bac + 3.

Sur concours.

Durée : 2 ans

75009 Paris

École nationale de procédure (ENP)

Tél : 01 49 70 92 10

www.enp-formation.fr

Privé

> Certificat de qualification

professionnelle de clerk aux

procédures

Public : salariés des études

Conditions : Bac général

ou professionnel ou 3 ans

d'expérience dans une étude

d'huissier de justice

Durée : 232 heures sur 9 mois

> Certificat de qualification pro-

fessionnelle de clerk significateur

Public : salariés des études,

clerk significateur débutant et

expérimenté

Admission : Être salarié d'une

étude

Durée : 60 heures de formation

sur 4 mois maximum

> Certificat de qualification pro-

fessionnelle de clerk expert

Public : Salariés des études

d'huissier de justice titulaires d'un

master 1/titulaires du CQP ou du

titre de clerk aux procédures avec

2 ans d'expérience

Durée : 481h ou 2 ans

Coût : 10,50€/h

75009 Paris

Institut national de formation des commissaires de justice (INCJ)

Tél : 01 49 70 12 85

<https://incj.fr/>

Public

> Certificat d'aptitude profes-

sionnelle des commissaires de justice, niveau bac + 5

Admission : - être titulaire soit d'un master en droit (master 2), soit de l'un des titres ou diplômes reconnus comme équivalents pour l'exercice de la profession de commissaire de justice par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice

- réussir l'examen d'entrée (un écrit d'admissibilité et un oral d'admission)

Durée : 2 ans : enseignement théorique et stage professionnel dans une étude de commissaires-priseurs judiciaires ou d'huissiers de justice

► Liste 9

Formations au DJCE

Les universités publiques suivantes préparent au DJCE (diplôme de juriste-conseil d'entreprise). Pour être candidat, il faut être titulaire d'un master 1 en droit.

14032 Caen

UFR de droit, administration économique et sociale et administration publique
Tél : 02 31 56 62 81
www.unicaen.fr/droit

31042 Toulouse

Faculté de droit et science politique
Tél : 05 61 63 35 00
www.univ-tlse1.fr

33608 Pessac

Faculté de droit et science politique
Tél : 05 56 84 85 10
<http://droit.u-bordeaux.fr>

34060 Montpellier

UFR de droit et science politique
Tél : 04 34 43 28 28
www.umontpellier.fr/universite/composantes/faculte-de-droit-et-de-science-politique/

54035 Nancy

UFR droit, sciences économiques et gestion
Tél : 03 72 74 19 00
<http://fac-droit.univ-lorraine.fr>

67045 Strasbourg

Faculté de droit de sciences politiques et de gestion
Tél : 03 68 85 88 29
<http://droit.unistra.fr>

69362 Lyon

Institut de droit et d'économie des affaires
Tél : 04 26 31 85 16
<http://idea.univ-lyon3.fr>

75006 Paris

Institut de droit des affaires
Tél: 01 53 63 80 79
www.u-paris2.fr

86073 Poitiers

Faculté de droit et sciences
sociales
Tél: 05 49 45 31 35
http://droit.univ-poitiers.fr

► Liste 10

Enseignement à distance

Auxilia

Une nouvelle chance
92000 Nanterre
Tél: 01 80 42 02 77
www.asso-auxilia.fr
Association
► Capacité en droit

Centre audiovisuel d'études juridiques des universités de Paris (Cavej)

Centre René Cassin
75013 Paris
Tél: 01 87 02 51 06
www.e-cavej.org
Public
► Capacité en droit
Licence L1, L2, L3 droit
Master M1 droit mention droit
privé; droit public; droit des
affaires
Master M2 droit parcours juriste
d'affaires.

Centre national d'enseignement à distance (Cned)

86360 Chasseneuil-du-Poitou
Tél: 05 49 49 94 94
www.cned.fr
Public
► - Capacité en droit
- Licence pro métiers du notariat
- Licence administration publique
- Master M1, M2 administration
publique
► Préparation au concours
de catégorie B de conseiller
pénitentiaire d'insertion et de
probation
► Préparation aux concours de
directeur des services de greffe
judiciaires et greffier des services
judiciaires

Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)

75003 Paris
Tél: 01 40 27 20 00
www.cnam.fr
http://ecole-ingenieur.cnam.fr
https://foad.cnam.fr
Public
► 553 unités d'enseignement
entièrement à distance dans les
sciences et techniques et les
disciplines tertiaires.

Enseignement à distance - Uni- versité Grenoble Alpes (UGA)

38400 Saint-Martin-d'Hères
Tél: 04 57 42 21 42
http://formations.univ-grenoble-
alpes.fr/fr/index.html
Public
► Master droit parcours droit des
affaires: droit privé fondamental;
droit public général; droit
international et européen.
► Capacité en droit

Enseignement à distance - Uni- versité Rouen Normandie (EAD)

76130 Mont-Saint-Aignan
Tél: 0800 281 452
http://ead.univ-rouen.fr
Public
► Capacité en droit
Licence L1, L2, L3 droit
Master M1 droit public
Master M1 justice, procès et
procédures
Master M2 droit public, services
et politiques publics

Faculté Jean Monnet - Enseignement à distance -

Université Paris Sud
92330 Sceaux
Tél: 01 40 91 17 00
www.jm.universite-paris-saclay.fr/
formation/formations-distance-
ead
Public
► Licence L1, L2, L3 droit

Formation continue - Université de Nantes

44000 Nantes
Tél: 02 72 64 88 37
https://fc.univ-nantes.fr
Public
► Master études européennes et
internationales parcours droit et
sécurité des activités maritimes
et océaniques

Institut d'enseignement à distance - Université Paris 8 (IED Paris 8)

93200 Saint-Denis
Tél: 01 49 40 72 00
www.iedparis8.net
Public
► DU criminologie
► Licence L1, L2, L3 droit
Master droit public, droit justice
procès procédures, droit de la
santé
► Préparation aux examens et
concours aux carrières juridiques
et judiciaires.

Institut d'études politiques de Grenoble (IEP Grenoble)

Sciences-Po Grenoble
38400 Saint-Martin-d'Hères
Tél: 04 76 82 60 00
www.sciencespo-grenoble.fr
Public
► Master M1, M2 gouvernance
européenne
Master M1, M2 Méditerranée et le
Moyen-Orient

IUT de Grenoble 2 site Doyen- Gosse (IUT 2)

38031 Grenoble
Tél: 04 76 28 45 09
http://iut2.univ-grenoble-alpes.fr
Public
► BUT carrières juridiques

Pôle enseignement à distance - Université Paris Nanterre

92000 Nanterre
Tél: 01 40 97 77 23
https://formations.parisnanterre.
fr/fr/catalogue-des-formations/
les-formations/formations-a-
distance.html#nav
Public
► Master justice, procès et
procédures

Service d'enseignement à dis- tance de la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales - Université Lille 2

59000 Lille
Tél: 03 20 90 74 03
https://droit.univ-lille.fr/
Public
► Licence L1, L2, L3 droit
Master M1 droit parcours droit
privé; droit public

Service FOAD - Université Tou- louse Capitole 1

31000 Toulouse
Tél: 05 61 63 35 00
www.ut-capitole.fr/formations/
se-former-autrement/formation-
ouverte-et-a-distance/
Public
► Licence L1, L2, L3 droit
Licence L3 droit parcours droit et
science politique
Master droit pénal et sciences
criminelles, droit des affaires,
droit public, droit international
et droit européen, droit de
l'immobilier, droit du patrimoine,
droit social, science politique.

Service Formation continue - Université de Lorraine

54000 Nancy
Lorraine
Tél: 03 83 68 28 32
www.univ-lorraine.fr/
enseignements-et-formations/
formation-a-distance/
Public

Service universitaire de péda- gogie Formations certifications - Université de Franche-Comté (SUP FC)

25000 Besançon
Tél: 03 81 66 58 70
http://ctu.univ-fcomte.fr
Public

Université de Strasbourg

67000 Strasbourg
www.unistra.fr
Public
► Master M2 droit des affaires:
droit de l'internet et des systèmes
d'information

Carnet d'adresses

Actuel Ile-de-France

► Liste 1 (IDF)

Faculté privée

Ces facultés de droit sont des établissements privés. Le coût de leurs formations commencent à partir de 5 000 euros. Elles préparent aux mêmes diplômes que les universités publiques.

75006 Paris

Faculté libre de droit, d'économie et de gestion (FACO)
Département de droit
Tél: 01 53 10 24 70
<http://facoparis.com>
Privé

- > Parcours droit niveau bac + 3
Admission: les candidatures et inscriptions se font hors Parcoursup et directement sur leur site internet
Durée: 3 ans
- > Parcours droit anglais
Admission: Sur dossier et entretiens. Inscription parallèle en L1 de droit
Durée: 3 ans
- > Parcours droit sciences politiques
Admission: Sur dossier et entretien. Inscription parallèle en L1 de droit
Durée: 3 ans
- > Droit des affaires, banque et fiscalité
Admission: sur dossier et entretien.
Durée: 13 mois
- > Droit international et européen des affaires, niveau bac + 3/4
Admission: sur dossier et entretien
Durée: 1 an
- > Droit patrimonial, mentions immobilier ou notarial, niveau bac + 3/4
Admission: sur dossier et entretien.
Durée: 3 ans

92130 Issy-les-Moulineaux

Faculté libre de droit - Campus Issy (FLD)
Tél: 01 78 16 20 00
www.fld-lille.fr
Privé

- > Licence de droit et de culture juridique
Durée: 3 ans
- > Licence européenne de droit trilingue
Admission: Avoir un bon niveau d'anglais (B2 selon la grille européenne) et de bonnes bases

en allemand ou en espagnol

Durée: 3 ans

> Double diplôme International Business et Law

Durée: 5 ans

► Liste 2 (IDF)

Alternance, formations universitaires

Les établissements suivants proposent des formations dans le cadre du contrat d'apprentissage ou du contrat de professionnalisation.

Contrat d'apprentissage: A
Contrat de professionnalisation: CP

75005 Paris

Institut des assurances de Paris (IAP)
Tél: 01 44 07 77 62
www.pantheonsorbonne.fr/ufr/iap/
Public

- > Master M2 droit des assurances, niveau bac + 5 : CP
Admission: M1 en droit privé ou droit des affaires + dossier.

75005 Paris

UFR Droit - Département Masters Droit international (École de droit de la Sorbonne)
Université Panthéon-Sorbonne
Tél: 01 44 07 78 12
www.univ-paris1.fr/ufr/ufr07/
Public

- > Master mention droit européen: A

75005 Paris

UFR Droit - Département Masters Droit privé (École de droit de la Sorbonne)
Université Panthéon-Sorbonne
Tél: 01 44 07 79 59
www.univ-paris1.fr/ufr/ufr05/
Public

- > Master pro M2 droit social parcours droit de la protection sociale d'entreprise: A
- > Master mention droit social: A

75005 Paris

UFR Droit - Département Masters Droit public (École de droit de la Sorbonne) (UFR Droit)
Université Panthéon-Sorbonne
Tél: 01 44 07 78 20
www.univ-paris1.fr/ufr/ufr01/

Liste 1

Faculté privée

p. 20

Liste 2

Alternance, formations universitaires

p. 20

Liste 3

Alternance, autres diplômes

p. 21

Liste 4

Formation continue

p. 22

Public

- > Master mention droit public: A

75006 Paris

Mission orientation emploi de l'Université Paris-Panthéon-Assas
Tél: 01 44 41 58 75
www.u-paris2.fr
Public

- > Master M2 droit fiscal: A
- > Master pro M2 droit sanitaire et social: A
- > Master pro M2 droit et pratique des relations de travail: A
- > Master pro M2 droit des affaires et management: A
- > Master pro M2 droit du marché et du patrimoine artistique: A

75006 Paris

UFR de droit et de sciences politiques (cycle master)
Université Panthéon-Assas
Tél: 01 44 41 57 41
www.u-paris2.fr
Public

- > Master mention droit de l'immobilier: A
- > Master mention droit des assurances: A
- > Master mention droit des collectivités territoriales: A
- > Master mention droit du patrimoine: A
- > Master mention droit fiscal: A
- > Master mention droit privé: A
- > Master mention droit public: A
- > Master mention droit social: A

75006 Paris

Université de Paris - Service offre de formation et insertion professionnelle (Sofip)
Tél: 01 76 53 16 50
<https://u-paris.fr/>
Public

- > Master M2 droit privé parcours droit des activités numériques: A, CP

75006 Paris

Université PSL
Tél: 01 85 76 08 70
www.psl.eu
Public

- > Master mention droit: A

75016 Paris

Université Paris-Dauphine
Tél: 01 44 05 41 22
www.dauphine.fr/fr/formations-et-diplomes/alternance.html
Public

- > Master M2 droit spécialité juriste financier: A

75775 Paris

Département Master des sciences des organisations (MSO)
<https://dauphine.psl.eu/formations/masters>
Public

- > Master mention droit: A

75775 Paris

Université Paris Dauphine-PSL
Tél: 01 44 05 44 05
<http://dauphine.psl.eu>
Public

- > Master M2 droit du plaidoyer et affaires publiques: CP

77100 Meaux

IUT de Marne-la-Vallée (site Meaux)
Tél: 01 64 36 44 10
<http://iut.u-pem.fr>
Public

- > Licence pro métiers du droit de l'immobilier parcours management et droit des affaires immobilières: A
- > Licence pro mention activités juridiques: métiers du droit de l'immobilier: A

77420 Champs-sur-Marne

IUT de Marne-la-Vallée (site Champs-sur-Marne)
Tél: 01 60 95 85 85
<http://iut.u-pem.fr>
Public

- > Licence pro activités juridiques: métiers du droit de l'immobilier management et droit des affaires immobilières: A

78120 Rambouillet

École supérieure des systèmes de management (Essym)
Tél: 01 34 83 95 78
www.essym.fr
Consulaire

- > Master M1, M2 droit immobilier public: A, CP

78280 Guyancourt

Faculté de droit et science politique (FDSP)
Tél: 01 39 25 53 13
www.facdroid-sciencepo.uvsq.fr
Public

- > Master 2 Droit social, parcours Manager stratégique des organismes de protection sociale, niveau bac + 3/4: A

Admission : salarié des organismes de sécurité sociale titulaire d'un diplôme Bac + 4 ou d'une VAP et disposant déjà d'une expérience managériale reconnue
 > Master 2 Droit public, parcours Droit immobilier public, niveau bac + 3/4 : A
 > Master 2 Droit public, parcours Droit des contentieux publics : A

78320 La Verrière
 CFA de l'AFFIDA - site La Verrière (CFA AFFIDA)
 Tél : 01 30 16 49 20
 www.affida.fr
 Privé

> Licence droit économie et gestion option commerce et développement international en partenariat avec le Cnam : CP
 Admission : L2, BTS, DUT en économie et gestion ou sciences humaines et sociales, dossier et entretien

91400 Saclay
 Graduate School Droit
 www.universite-paris-saclay.fr/graduate-schools/droit
 Public
 > Master M2 droit du numérique parcours propriété intellectuelle appliquée : CP
 > Master mention droit de la santé : A
 > Master mention droit des affaires : A
 > Master mention droit public : A
 > Master mention droit social : A

92000 Nanterre
 Formation continue et alternance - Université Paris Nanterre (SFCA)
 Tél : 01 40 97 71 30
 https://formation-continue.parisnanterre.fr
 Public
 > Master M1, M2 droit privé parcours droit privé fondamental : A
 > Master M1, M2 droit social parcours droit social, protection sociale et santé : A

92001 Nanterre
 UFR de droit et science politique (UFR DSP)
 Université Paris Nanterre
 Tél : 01 40 97 77 59
 http://ufr-dsp.parisnanterre.fr
 Public
 > Master droit social parcours droit social et gestion des ressources humaines : CP
 > Master mention systèmes juridiques et droits de l'Homme : A
 > Master mention droit européen : A
 > Master mention droit privé : A
 > Master mention droit social : A

92240 Malakoff
 Faculté de droit, économie et gestion - Université de Paris
 Tél : 01 76 53 44 00
 https://droit.u-paris.fr/presentation/
 Public
 > Master professionnel droit

privé spécialité droit et gestion du patrimoine : A, CP

92240 Malakoff
 UFR droit - Faculté de droit économie et gestion
 Université de Paris
 Tél : 01 76 53 44 00
 https://droit.u-paris.fr/
 Public
 > Master mention droit de la santé : A
 > Master mention droit du numérique : A

92400 Courbevoie
 École supérieure de l'immobilier (Esi)
 Tél : 01 71 06 30 30
 www.fnaim.fr
 www.groupe-esi.fr
 Privé hors contrat
 > Licence pro droit de l'immobilier : A, CP
 Admission : bac + 2 immobilier, droit, urbanisme, sciences économiques ou sciences politiques ou cadres et salariés de l'immobilier en poste sur des fonctions juridiques ou techniques.
 Sur dossier et entretien.
 > Master pro M2 droit de l'environnement et de l'urbanisme parcours estimation des biens fonciers : A, CP
 Admission : bac+4 en droit, immobilier, gestion technique du patrimoine immobilier, urbanisme, sciences économiques, sciences politiques, architecte, Cadres ou salariés du secteur en poste sur des fonctions juridiques ou techniques avec expérience équivalente.
 Sur dossier et entretien.
 > Licence pro droit et gestion de copropriété et syndic : CP, A
 Admission : bac + 2 en droit ou immobilier.
 Sur dossier et entretien.
 > Master pro M1 droit de l'immobilier : CP, A
 Admission : bac + 3 immobilier, droit, économie, sciences politiques ou urbanisme.
 Sur dossier, tests et entretien.
 > Master pro M1 droit de l'environnement et de l'urbanisme : CP, A
 Admission : bac +3 en droit, immobilier, gestion, urbanisme, sciences économiques, sciences politiques.
 Sur dossier et entretien.
 > Master pro M2 droit de l'environnement et de l'urbanisme parcours droit de l'urbanisme et du développement durable : A, CP
 Admission : bac +4 en droit, immobilier, MSG, gestion technique du patrimoine immobilier, urbanisme, sciences économiques, sciences politiques, architecte, Cadres ou salariés du secteur en poste sur des fonctions juridiques ou techniques,

Sur dossier et entretien.
 > Master pro M2 droit de l'immobilier privé et public : A, CP
 Admission : bac + 4 droit, immobilier, urbanisme, sciences économiques, ou sciences politiques.
 Sur dossier et entretien.
 > Master pro M2 droit de l'immobilier parcours droit des biens et de la promotion immobilière : A, CP
 Admission : bac + 4 droit, immobilier, gestion, urbanisme, économie ou sciences politiques.
 Sur dossier et entretien.
 > Licence pro métiers du droit de l'immobilier parcours gestion de la rénovation thermique des bâtiments : A, CP
 Admission : bac + 2 juridique, immobilier, sciences économiques, génie civil, environnement ou géomètre.
 Sélection sur dossier et entretien.

93200 Saint-Denis
 Direction formation continue, alternance et VAE Paris 8
 Tél : 01 49 40 70 70
 www.fp.univ-paris8.fr
 Public
 > Master M2 droit privé spécialisation droit des affaires et fiscalité : CP

93200 Saint-Denis
 UFR Droit
 Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis
 Tél : 01 49 40 66 32
 www.ufr-droit.univ-paris8.fr
 Public
 > Licence pro droit social et ressources humaines : CP
 > Licence pro droit et gestion de copropriété et syndic : CP
 > Master M2 droit privé spécialisation droit des personnes de la famille et des patrimoines : CP
 > Master mention droit de la santé : A
 > Master mention droit privé : A

93430 Villetaneuse
 UFR de droit, sciences politiques et sociales
 Université Sorbonne Paris Nord
 Tél : 01 49 40 44 75
 www.univ-paris13.fr/dsps/
 Public
 > Master mention droit : A

94010 Créteil
 UFR de droit
 Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne
 Tél : 01 56 72 60 00
 http://droit.u-pec.fr
 Public
 > Licence pro mention activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier : A
 > Master mention droit des assurances : A
 > Master mention droit du numérique : A

> Master mention droit privé : A

95011 Cergy
 UFR de droit
 CY Cergy Paris Université
 Tél : 01 34 25 60 00
 www.droitucp.fr
 Public
 > Master M1, M2 droit des affaires parcours droit du financement et des investissements immobiliers : CP
 > Master droit des affaires parcours droit pénal et éthique des affaires option ressources humaines et emploi responsable : CP
 > Master M1, M2 droit des affaires parcours droit fiscal et douanier : CP
 > Master droit des affaires parcours droit pénal financier : CP
 > Master M1, M2 droit des affaires parcours droit pénal et éthique des affaires option finance et investissement responsables : CP
 > Master mention droit de la santé : A
 > Master mention droit des affaires : A
 > Master mention droit public : A

95100 Argenteuil
 CFA de l'AFFIDA - site Argenteuil (CFA AFFIDA)
 Tél : 01 34 34 11 71
 www.affida.fr
 Privé
 > Licence L3 droit économie gestion option commerce et développement international, niveau bac + 3/4 : CP
 Admission : bac + 2, dossier et entretien

> Liste 3 (IDF)

Alternance, autres diplômes

Les établissements suivants proposent des formations dans le cadre du contrat d'apprentissage ou du contrat de professionnalisation.

Contrat d'apprentissage : A
 Contrat de professionnalisation : CP

75009 Paris
 École nationale de procédure (ENP)
 Tél : 01 49 70 92 10
 www.enp-formation.fr
 Privé
 > Certificat de qualification professionnelle de clerc aux procédures : CP

75010 Paris

European School of Advanced Management (Esam)

Tél : 01 80 97 65 39

www.esam-ecoless.com

Association

> Titre certifié juriste d'affaires spécialité management et ingénierie juridique, niveau bac + 5 : CP

Admission : licence de droit + concours propre

92300 Levallois-Perret

Institut des hautes études de droit rural et d'économie agricole (Ihedrea)

Tél : 01 41 06 62 22

www.ihedrea.org

Privé hors contrat

> Titre certifié conseiller en droit rural et économie agricole, niveau bac + 3/4 : A, CP

Admission : sur concours.

93430 Villetaneuse

IUT de Villetaneuse

www.iutv.univ-paris13.fr

Public

> BUT carrières juridiques parcours administration et justice, parcours associations et entreprises, parcours patrimoine et finance : A

94150 Rungis

Institut de formation commerciale permanente (Ifocop)

Tél : 01 56 34 69 69

www.ifocop.fr

Association

> Titre certifié assistant-e juridique, niveau bac + 2 : CP
Admission : bac ou équivalent, ou accessible après étude d'un dossier VAP. Expérience professionnelle souhaitée. Sur dossier et entretien.

► Liste 4 (IDF)

Formation continue

Ces formations s'adressent aux salariés et aux demandeurs d'emploi.

75009 Paris

École nationale de procédure (ENP)

Tél : 01 49 70 92 10

www.enp-formation.fr

Privé

> Certificat de qualification professionnelle de clerc aux procédures

Public : salariés des études

Conditions : Bac général

ou professionnel ou 3 ans

d'expérience dans une étude

d'huissier de justice

Durée : 232h sur 9 mois

> Certificat de qualification professionnelle de clerc significateur

Public : salariés des études, clerc significateur débutant et expérimenté

Admission : Être salarié d'une étude

Durée : 60h de formation sur 4 mois maximum

> Certificat de qualification professionnelle de clerc expert

Public : Salariés des études

d'huissier de justice titulaires d'un

master 1/titulaires du CQP ou du

titre de clerc aux procédures avec 2 ans d'expérience

Durée : 481h ou 2 ans

Coût : 10,50€/h